

MAIRIE

73170 BILLIEME

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 073-217300425-20240404-07_20240404B-DE

Berger
Levisait

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de: Conseillers en exercice 10
Présents : 7
Votants : 9
Date d'envoi de la convocation : 19 mars 2024

Le 4 avril 2024 à 19h30, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique Sous la présidence de Monsieur PIQUET Jérôme, Maire.

Etaient présents : MM. DARDEL Yoann, DULAC Emilie, DULLIN Benoît, LECLAIRE Joël, MARIN Adèle, PIQUET Jérôme, RICARD Stéphane

Absents : JUSTIN Emmanuelle donne son pouvoir à DULLIN Benoît
TRILLARD Aurélie donne son pouvoir à DARDEL Yoann

Le secrétaire de séance est Yoann DARDEL

07.20240404 - Plan Local d'Urbanisme – Prescription de la révision allégée n°1 portant sur la réintégration d'une parcelle déjà bâtie en zone U

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-12, L. 153-34 et L. 103-2.

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune approuvée le 30 janvier 2020 par délibération du Conseil Municipal,

Vu la modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune, prescrite par délibération conseil municipal et encore en cours.

Considérant que le PLU peut faire l'objet d'une révision allégée, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement (PADD), lorsque :

1. La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle forestière,
2. La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
3. La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté,
4. La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance

Considérant que dans le cadre d'une procédure de révision allégée, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la Commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Considérant que l'objet unique de la révision allégée consiste à réduire très à la marge une zone Are, à la suite d'une réévaluation en lien avec la réalité du territoire, et qui n'est pas de nature à remettre en cause la fonctionnalité dudit réservoir de biodiversité et sans aucune remise en cause du PADD,

Considérant l'article L 103-2, la commune de Billième mettra à disposition les cahiers d'observations mis à disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

A l'unanimité,

DECIDE de prescrire la révision allégée n°1 du PLU avec pour objectifs de créer et supprimer certains EPP à la suite d'une réévaluation de leur pertinence et cohérence, en lien avec la réalité du territoire, et de mettre à jour des alignements d'arbres à protéger.

DECIDE d'approuver les objectifs précisés ci-dessus.

FIXE conformément aux articles L. 153-11, L. 153-12, L. 103-3 et L. 103-4 du Code de l'urbanisme les modalités de concertation suivantes :

- Publications communales et sur le site internet de la commune,
- Cahier d'observations mis à la disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie.

PRECISE que la commune se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

DIT que cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise en œuvre du projet de PLU.

SOLLICITE l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'urbanisme afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU.

ASSOCIE les personnes publiques mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme.

DIT que conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au préfet de la Savoie
- Au président du conseil régional,
- Au président du conseil départemental,
- Aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture,
- Au président de l'autorité organisatrice des transports,
- Au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local d'habitat, dont la commune est membre,
- Au président de l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion, et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale, dont la commune est membre,
- Au président de l'établissement public de coopération intercommunale, dont la commune est membre

DIT que conformément à l'article R. 153-20 à 22 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en mairie durant un mois,
- D'une publication dans le recueil des actes administratifs.

DIT que la présente délibération produira ses effets juridiques dès exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

CHARGE Monsieur le Maire ou toute personne déléguée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les, jour, mois, an, susdits.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Jérôme RIQUET



Le secrétaire de séance,
Yoann DARDEL